

BUDGET

Mars 2021

2021
2022

UN QUÉBEC RÉSILIENT ET CONFIANT

DISCOURS

SUR LE BUDGET

Prononcé à l'Assemblée nationale
par M. Eric Girard, ministre des Finances,
le 25 mars 2021.



Budget 2021-2022
Discours sur le budget

Dépôt légal – 25 mars 2021
Bibliothèque et Archives nationales du Québec
ISBN 978-2-550-88870-3 (Imprimé)
ISBN 978-2-550-88871-0 (PDF)

© Gouvernement du Québec, 2021

UN QUÉBEC RÉSILIENT ET CONFIANT

Introduction.....	3
1. Renforcer le système de santé.....	9
Vaincre la pandémie	10
Bâtir un système de santé plus efficace et plus performant.....	12
Obtenir un accroissement du financement fédéral	15
2. Soutenir la persévérance et la réussite des jeunes.....	17
Le rattrapage et la réussite scolaire.....	18
La persévérance et la diplomation des étudiants	19
Faciliter l'insertion professionnelle et sociale des jeunes	21
La promotion du loisir et du sport	22
3. Retourner au plein emploi, accélérer la croissance et stimuler la transition vers la nouvelle économie	23
Accroître la productivité et stimuler l'investissement	24
Créer de la richesse par l'innovation	27
Appuyer la requalification de la main-d'œuvre et son intégration au marché du travail	28
Favoriser le développement économique des régions	29
Relancer et promouvoir la culture.....	31
Conclusion	33

INTRODUCTION

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de présenter aujourd'hui le budget du Québec, le troisième budget de ce gouvernement, un budget produit dans des circonstances que nous n'avons jamais connues.

❑ Une crise exceptionnelle

L'année 2020 a été marquée par une crise sanitaire exceptionnelle, qui a frappé la terre entière. Cette crise a fait un nombre considérable de victimes à travers le monde. Elle a provoqué un arrêt brutal de larges pans de l'économie sur l'ensemble de la planète.

Le Québec n'a pas été épargné, qu'il s'agisse des décès ou des impacts sociaux et économiques. De nombreux secteurs d'activité ont été lourdement affectés, ce qui a entraîné des pertes massives d'emplois et un énorme stress financier pour beaucoup d'entreprises et de Québécois.

❑ Aider les Québécois

Face à cette crise sanitaire et économique d'envergure, nous avons été là pour aider les Québécois à surmonter les difficultés et les épreuves auxquelles ils étaient confrontés.

Dès le début de cette bataille que nous livrons depuis maintenant un an, le gouvernement du Québec a mobilisé des ressources considérables pour soigner les personnes touchées par la pandémie, ainsi que pour soutenir les travailleurs de la santé, en première ligne du combat contre la maladie.

Nous avons aidé l'ensemble du secteur de l'éducation. Nous avons soutenu les travailleurs ayant perdu leur emploi. Nous avons accompagné les entrepreneurs frappés de plein fouet par les mesures de restriction. Nous avons mis en place d'importantes mesures pour soutenir nos artistes et le milieu culturel.

Nous l'avons fait en partenariat avec le gouvernement fédéral et les municipalités.

❑ Un espoir à l'horizon

Au moment où je vous parle, la bataille se poursuit.

On voit cependant se dessiner un espoir à l'horizon. Grâce aux vaccins, nous semblons enfin en mesure de mettre fin à la pandémie. Comme le premier ministre l'a annoncé le 16 mars dernier, tous les Québécois qui le souhaitent devraient avoir reçu au moins la première injection d'un vaccin d'ici le 24 juin, jour de notre fête nationale. Cela nous donne confiance en l'avenir, et c'est forts de cette confiance que nous avons préparé ce budget.

As we speak, the fight continues. Yet, there is hope on the horizon. As the Premier announced on March 16, all Quebecers who wish to be vaccinated should have received at least a first dose by June 24, our national holiday. This gives us confidence in the future, and it is with this confidence that we have prepared this budget.

❑ Une économie résistante

L'économie québécoise a fait preuve d'une résilience qu'il faut souligner, après le choc brutal du printemps dernier.

Pour l'année 2020, l'économie québécoise a mieux résisté que l'ensemble de l'économie canadienne, avec une contraction de la production de 5,2 % au Québec comparativement à 5,4 % au Canada.

Beaucoup d'entreprises ont su s'adapter et ont trouvé des façons de faire pour maintenir et dans certains cas augmenter la cadence de leur production. Je tiens à saluer la faculté d'adaptation remarquable des entrepreneurs québécois.

■ Un défi majeur

Malgré cette résilience, il ne faut pas sous-évaluer le défi majeur que nous avons à relever. Nous venons de vivre un choc historique, qui aura des impacts à long terme sur l'économie et sur les finances publiques.

❑ Les finances publiques

La crise sanitaire a en effet directement frappé nos finances publiques.

Pour affronter la tempête sanitaire et soutenir l'économie, le gouvernement a augmenté ses dépenses de plusieurs milliards de dollars, alors que les revenus diminuaient. Soudainement, le budget du Québec est ainsi devenu largement déficitaire.

Les déficits atteindront 15 milliards de dollars en 2020-2021 et 12,3 milliards de dollars en 2021-2022.

■ Des déficits inévitables

Dans les circonstances, ces déficits étaient inévitables.

Le gouvernement avait le devoir de mobiliser ses ressources dans l'urgence pour protéger les services en santé et en éducation, pour soutenir les Québécois et pour accompagner les entreprises. Les dépenses qui en ont résulté étaient nécessaires.

Le gouvernement a pu agir rapidement et sans hésitation parce qu'avant le début de la crise sanitaire, les finances publiques du Québec étaient saines. Le budget était à l'équilibre, la dette diminuait, et nous avons atteint plus tôt que prévu la cible de dette brute par rapport au PIB. Les agences de notation avaient toutes reconnu la qualité de notre gestion budgétaire.

■ Des raisons de se rassurer

Face aux déficits auxquels nous sommes maintenant confrontés, certains éléments sont rassurants.

- Les déficits que nous prévoyons aujourd'hui sont moins importants, en termes relatifs, que ceux de plusieurs autres États.
- Pour 2020-2021 comme pour 2021-2022, les déficits annoncés incluent une gestion prudente de l'argent public, avec une provision pour risque et la poursuite des versements au Fonds des générations.

■ Faire preuve de responsabilité

Cependant, il n'est pas question d'esquiver la réalité.

Les conséquences de ce choc sur les finances publiques seront ressenties pendant encore plusieurs années. La vaccination nous permettra bientôt de retrouver une vie presque normale, mais les déficits ne disparaîtront pas aussi rapidement que la pandémie.

Nous avons la ferme intention de rétablir les finances publiques touchées par la crise sanitaire. Nous allons le faire en faisant preuve de responsabilité.

Nous allons revenir à l'équilibre budgétaire, mais nous ne réaliserons ce retour qu'après avoir vaincu la pandémie, retrouvé le plein emploi et rétabli la croissance économique.

■ Sept ans pour rétablir l'équilibre budgétaire

J'annonce que le gouvernement a comme objectif de retrouver l'équilibre budgétaire en sept ans, soit d'ici 2027-2028.

Le Québec doit faire les choses dans l'ordre.

Comme le dit le proverbe, « chaque chose en son temps ».

Le gouvernement déposera à l'Assemblée nationale un projet de loi budgétaire qui, notamment, suspendra de façon temporaire la Loi sur l'équilibre budgétaire, de telle sorte qu'elle n'enclenche pas d'obligations susceptibles de compromettre la relance de l'économie ou la qualité des services.

The government aims to return to a balanced budget within seven years, that is, by 2027-2028.

Québec must do things in order.

The government will table amendments to the Balanced Budget Act to temporarily suspend it so that it does not trigger any obligations that could hinder sustainable economic growth or the quality of services.

■ Le chemin pour rétablir l'équilibre budgétaire

Le chemin pour rétablir l'équilibre budgétaire est guidé par plusieurs engagements.

- Nous miserons d'abord sur la création de richesse et sur les emplois payants. La croissance du PIB permettra d'augmenter les revenus de l'État.

Le Québec devrait retrouver le plein emploi dans deux ans, et le niveau de l'activité économique qui prévalait avant la pandémie d'ici la fin de l'année 2021. Nous prévoyons une croissance économique de 4,2 % en 2021 puis de 4,0 % en 2022, et nous maintenons notre objectif d'avoir une croissance économique de plus de 2 % par la suite.

- Nous allons arrimer la croissance des dépenses à la croissance des revenus, afin de respecter la capacité de payer des contribuables. C'est pour cette raison que nous concentrons les nouvelles initiatives budgétaires sur les deux prochaines années. Nous voulons relancer l'économie et obtenir des résultats rapides tout en faisant preuve de prudence pour l'avenir.
- Nous n'augmenterons pas le fardeau fiscal des Québécois. Ils paient déjà suffisamment de taxes et d'impôts.
- Il n'est pas question de compromettre de quelque façon que ce soit le financement des services aux citoyens. Comme nous nous y sommes engagés dès le début de notre mandat, nous maintiendrons un financement stable de la santé, de l'éducation et de l'enseignement supérieur.
- Enfin, nous voulons obtenir du gouvernement fédéral un réajustement significatif du financement de la santé. La COVID-19 a mis en lumière les besoins du système de santé, et le gouvernement fédéral doit financer sa juste part.

■ La réduction de la dette

C'est avec le même sens des responsabilités et la même prudence que nous allons reprendre la trajectoire que nous avons tracée concernant la réduction de la dette.

Au 31 mars 2021, la dette brute s'établira à 219 milliards de dollars, soit 49,5 % du PIB.

Notre plan consiste à stabiliser ce ratio, puis à le diminuer à compter de 2025-2026.

Le Québec va donc reprendre la trajectoire de réduction de sa dette sur le PIB, mais en consacrant quelques années de plus.

Nous allons le faire, car nous le devons aux prochaines générations.

❑ La résilience et la confiance dans l'avenir

Monsieur le Président, ce budget, c'est le budget de la résilience et de la confiance dans l'avenir.

C'est le budget de la résilience, car nous mobilisons les moyens nécessaires pour vaincre le virus et aider les Québécois à surmonter ses conséquences.

C'est le budget de la confiance, car en même temps, nous investissons dans l'avenir, en reprenant la trajectoire tracée avec les deux premiers budgets et en la poursuivant vers des objectifs toujours aussi ambitieux.

■ Un budget bâti autour de la santé, de l'éducation et de l'économie

Ce budget est bâti autour des trois grandes missions de l'État, soit la santé, l'éducation et l'économie.

- En premier lieu, nous allons renforcer le système de santé, en particulier pour les aînés et les enfants en difficulté.

Nous poursuivons les différentes mesures mises en œuvre pour protéger les Québécois contre la pandémie. Simultanément, nous investissons dans des services innovants et efficaces, particulièrement pour ce qui est des soins aux aînés et de l'accès aux services de première ligne.

- En deuxième lieu, en éducation, nous allons soutenir la persévérance et la réussite des jeunes.

Nous allons aider les élèves, les étudiants et l'ensemble des jeunes à passer à travers la crise. En même temps, nous mobilisons de nouveaux moyens pour offrir aux Québécois un système d'éducation et d'enseignement supérieur plus équitable, plus performant et mieux orienté vers les défis du futur.

- En troisième lieu, sur le plan économique, nous allons tout faire pour retourner au plein emploi, accélérer la croissance et stimuler la transition vers la nouvelle économie.

Nous continuerons de soutenir les entreprises et les secteurs affectés par la crise. Nous aiderons les travailleurs mis au chômage à se requalifier et à retrouver rapidement un emploi. Nous le ferons en stimulant les investissements et la productivité pour un retour rapide du plein emploi et de la croissance à son plein potentiel, en ciblant le développement de la nouvelle économie.

Au-delà de ces trois grandes missions, nous allons renforcer le soutien apporté à ceux de nos concitoyens qui en ont le plus besoin et améliorer l'équité de nos mesures fiscales.

■ Un message aux Québécois

Avec ce budget, le gouvernement envoie un message d'espoir à l'ensemble des Québécois.

Nous surmontons une crise d'une ampleur jamais connue. Nous sommes maintenant capables de retrouver la trajectoire exigeante et stimulante qui permettra au Québec de franchir une nouvelle étape dans son développement.

* * *

Comme le veut la tradition parlementaire, je dépose aujourd'hui la politique budgétaire pour l'exercice financier 2021-2022.

Je demande le consentement de cette assemblée pour déposer les documents suivants :

- les tableaux présentant les résultats préliminaires des opérations budgétaires consolidées pour 2020-2021;
- les prévisions des équilibres financiers pour 2021-2022.

Je dépose également le plan budgétaire de mars 2021 et les documents l'accompagnant, qui font partie intégrante du budget.

☞ • ☞

1. RENFORCER LE SYSTÈME DE SANTÉ

En premier lieu, ce budget est le budget du renforcement du système de santé.

Dès le début de son mandat, le gouvernement a consenti des efforts considérables pour accroître les services en santé, en augmentant le budget de la santé de 5,0 % en 2019-2020 puis de 5,7 % en 2020-2021, avant le déclenchement de la pandémie.

☐ **10,3 milliards de dollars supplémentaires, pour un total de 15,2 milliards de dollars d'ici 2025-2026**

Ces efforts ont dû être redoublés cette année, en raison de la crise sanitaire.

Avec ce budget, nous continuons d'investir dans la santé. Les ressources additionnelles allouées à la santé atteindront 10,3 milliards de dollars, pour un total de près de 15,2 milliards de dollars d'ici 2025-2026.

- La crise sanitaire n'est pas terminée. Nous investissons pour protéger les Québécois contre la pandémie et les aider à la vaincre.
- Nous allons plus loin, en tablant sur les solutions adoptées pendant la crise pour bâtir un système plus efficace et plus performant, capable de répondre aux besoins de tous et particulièrement aux besoins des aînés.

* * *

VAINCRE LA PANDÉMIE

Dans le secteur de la santé, le gouvernement entend d'abord vaincre la pandémie et pérenniser certaines des mesures mises en place pour répondre à la crise.

❑ **Près de 12 milliards de dollars pour lutter contre la pandémie**

Au total, c'est près de 12 milliards de dollars que le gouvernement aura consacrés ainsi à la lutte contre la pandémie.

❑ **8,9 milliards de dollars sur deux ans**

Depuis mars 2020 et sur une période de deux ans, nous prévoyons que la pandémie de la COVID-19 aura entraîné des coûts d'un peu plus de 8,9 milliards de dollars.

- Le réseau de la santé a été mobilisé pour répondre aux besoins des patients atteints de la COVID-19.
- Les ressources additionnelles allouées ont permis de reconnaître les efforts des travailleurs de la santé, d'acquérir le matériel et les équipements de protection individuelle nécessaires pour faire face à la crise, d'effectuer des tests de dépistage et la vaccination, d'améliorer l'offre de services en santé mentale et d'accroître la capacité d'intervention auprès des aînés.

❑ **3 milliards de dollars pour pérenniser les mesures mises en place**

Le gouvernement consacre 3 milliards de dollars à la pérennisation de certaines mesures mises en place en 2020-2021 et en 2021-2022, afin d'accroître de façon permanente la capacité d'intervention, notamment auprès des personnes âgées.

■ **Le blitz lancé par le premier ministre**

L'année a été marquée par les tragédies que l'on a connues dans les CHSLD.

Pour ne plus revivre ces épisodes douloureux, le premier ministre a lancé un blitz au printemps dernier, visant à combler les postes de préposés aux bénéficiaires avant la deuxième vague de la pandémie.

■ **Accroître de façon permanente la capacité d'intervention**

Ces personnes qui prennent soin de nos aînés sont là pour rester. Les CHSLD vétustes seront graduellement remplacés par des maisons des aînés. Le Québec prend les moyens pour traiter ses aînés les plus vulnérables avec toute la dignité qu'ils méritent.

Les ressources additionnelles réservées pour pérenniser les mesures mises en place pendant la crise permettront :

- de rémunérer 10 000 nouveaux préposés aux bénéficiaires;
- de convertir en emplois à temps plein les postes de préposés aux bénéficiaires travaillant actuellement à temps partiel;
- de rétribuer les gestionnaires embauchés dans chacun des CHSLD;
- d'ajouter des ressources additionnelles pour assurer la protection de la population et mettre en place des mesures de prévention.

* * *

BÂTIR UN SYSTÈME DE SANTÉ PLUS EFFICACE ET PLUS PERFORMANT

Nous allons plus loin, en misant sur les avancées dues à la crise pour bâtir un système plus efficace et plus performant, répondant aux besoins de tous et particulièrement aux besoins des aînés.

❑ 3,3 milliards de dollars d'ici 2025-2026

Au total, le gouvernement consacrera 3,3 milliards de dollars d'ici 2025-2026 :

- à l'amélioration des services médicaux, notamment en première ligne;
- au renforcement des soins et des services aux aînés, en mettant l'accent sur les soins à domicile.

❑ Des services de santé plus accessibles

Sur ce total, le gouvernement réserve 1,3 milliard de dollars pour que les Québécois bénéficient de services plus accessibles.

■ 527 millions de dollars pour l'accès à la première ligne

Pour répondre à la crise sanitaire, le réseau de la santé et des services sociaux a fait appel à des solutions innovantes et efficaces. Le travail a été organisé différemment, la pratique de plusieurs professions a été décloisonnée et les technologies numériques ont été beaucoup plus largement utilisées.

À partir de ces avancées et pour aller plus loin, le gouvernement consacrera 527 millions de dollars au cours des cinq prochaines années à l'amélioration de l'accès aux services médicaux de première ligne. Nous ajouterons des guichets d'accès pour prendre en charge les patients sans médecin de famille.

■ 795 millions de dollars pour les services aux enfants en difficulté et aux personnes vulnérables ainsi que pour les soins en santé mentale

La crise sanitaire a accentué les immenses besoins de la population en matière de protection de la jeunesse, de santé mentale et d'aide aux personnes vulnérables. L'isolement, la crainte d'être contaminé et le bouleversement des habitudes ont affecté plusieurs de nos concitoyens.

Au cours des cinq prochaines années, le gouvernement ajoutera 795 millions de dollars pour répondre à ces différents besoins.

■ **La sécurité et le bien-être des enfants en difficulté**

D'ici 2026, 252 millions de dollars seront alloués à la sécurité et au bien-être des enfants en difficulté.

Ces sommes permettront notamment d'améliorer les délais d'accès aux services de proximité et d'augmenter le taux de prise en charge. D'ici 2025-2026, 150 millions de dollars seront ainsi investis dans les services offerts dans le cadre du programme-services Jeunes en difficulté.

■ **Les services psychosociaux en santé mentale**

Le gouvernement entend également améliorer les services psychosociaux en santé mentale. Au cours de la prochaine année, un nouveau plan d'action en santé mentale sera dévoilé. Au total, le gouvernement réserve 288 millions de dollars d'ici 2026 pour la santé mentale.

■ **Les besoins des personnes vulnérables**

Des ressources additionnelles de 255 millions de dollars seront consacrées aux besoins des personnes vulnérables.

Une partie de ces ressources permettra d'amorcer la mise en œuvre du prochain plan d'action en itinérance ainsi que d'accroître les services offerts aux femmes victimes de violence conjugale.

❑ **Améliorer les services et les soins aux aînés**

Pour le gouvernement comme pour ma collègue la ministre responsable des Aînés et des Proches aidants, les services et les soins aux aînés constituent une priorité. D'ici 2026, le gouvernement prévoit près de 2 milliards de dollars de crédits additionnels pour les améliorer.

■ **1,5 milliard de dollars pour le maintien à domicile et l'amélioration des soins à domicile**

Sur ce total, 1,5 milliard de dollars seront réservés au maintien à domicile et à l'amélioration des soins à domicile. Pour le gouvernement, il est essentiel que les aînés et les personnes ayant une incapacité puissent préserver leur autonomie et demeurer le plus longtemps possible dans leur domicile.

■ **Des heures additionnelles de soins et de services à domicile**

Des ressources de 750 millions de dollars permettront d'offrir des heures additionnelles de soins et de services à domicile. En 2019-2020, environ 370 000 personnes ont eu accès à 22,7 millions d'heures de soins à domicile, et la pandémie a accentué la volonté des personnes âgées de rester le plus longtemps possible dans leur demeure.

■ **La bonification du crédit d'impôt pour maintien à domicile**

J'annonce la bonification graduelle de 35 % à 40 % du crédit d'impôt remboursable pour maintien à domicile des aînés ainsi que l'augmentation de l'aide accordée pour les aînés habitant un immeuble à logement, ce qui représente un coût de 394 millions de dollars sur cinq ans.

Cette bonification profitera davantage aux aînés à plus faible revenu et en plus grande perte d'autonomie.

■ **Les services dans les résidences privées pour aînés**

Des ressources supplémentaires de 388 millions de dollars seront consacrées aux services offerts dans les résidences privées pour aînés.

Le gouvernement réduira graduellement les subventions accordées aux résidences privées pour aînés pour leur personnel soignant, et s'assurera que ces résidences continueront d'offrir leurs services. Le gouvernement appuiera la rénovation des installations et aidera les résidences à s'assurer, afin d'empêcher la fermeture de plusieurs d'entre elles ou d'éviter une hausse brutale des coûts assumés par les aînés. Les mesures retenues appuieront en particulier les résidences pour aînés de petite dimension, installées majoritairement en région.

■ **429 millions de dollars pour l'hébergement**

Par ailleurs, le gouvernement alloue 429 millions de dollars d'ici 2026 au renforcement des soins et des services en hébergement, ainsi qu'à l'amélioration de la qualité de vie des proches aidants.

* * *

OBTENIR UN ACCROISSEMENT DU FINANCEMENT FÉDÉRAL

La crise sanitaire a démontré l'ampleur des besoins et la nécessité d'assurer un financement stable et suffisant du système de santé. L'accroissement de la population et son vieillissement auront un impact majeur sur les coûts de la santé.

❑ Porter sans conditions la part fédérale de 22 % à 35 %

Nous aurons besoin que le gouvernement fédéral fasse sa juste part, en augmentant les transferts en santé aux provinces et aux territoires.

Nous voulons obtenir du gouvernement fédéral qu'il réajuste significativement sa part du financement des dépenses de santé des provinces et des territoires en la portant de 22 % à 35 %, et qu'il le fasse sans conditions.

❑ Une demande unanime des provinces et des territoires

Cette demande a été adressée de façon unanime au gouvernement fédéral par les provinces et les territoires, en septembre 2020 et à plusieurs reprises depuis cette date.

Le gouvernement fédéral doit devenir un véritable partenaire financier en matière de santé, alors que les pressions sur les coûts ne cessent de croître.

Pour sa part, le gouvernement du Québec assumera ses responsabilités, car les besoins en santé sont essentiels.

Cependant, en l'absence d'un réajustement du financement fédéral, on assisterait à un déséquilibre croissant des finances publiques, au Canada, entre le gouvernement fédéral et les provinces et territoires.



2. SOUTENIR LA PERSÉVÉRANCE ET LA RÉUSSITE DES JEUNES

Le deuxième axe de ce budget, c'est l'éducation. Nous allons soutenir la persévérance et la réussite des jeunes.

Dès son arrivée au pouvoir, le gouvernement a fait de l'éducation une priorité collective. Il y a investi massivement, faisant croître le budget de l'éducation et de l'enseignement supérieur de 5,7 % en 2019-2020, puis de 5,9 % en 2020-2021.

Ce budget prévoit des investissements additionnels, à la fois pour aider les jeunes à passer à travers la crise et pour assurer leur réussite, grâce à un réseau d'éducation et d'enseignement supérieur modernisé et répondant à leurs besoins.

❑ Une vision pour l'avenir

Le gouvernement veut doter le Québec d'un système d'éducation plus équitable et plus performant, formant des citoyens responsables, compétents, créatifs et engagés. Le gouvernement vise un système d'enseignement supérieur innovant, proche des étudiants et veillant à la consolidation de leurs connaissances.

En fait, c'est l'ensemble des jeunes que le gouvernement souhaite accompagner, pour les aider à s'intégrer dans la vie professionnelle et la société.

❑ 1,5 milliard de dollars pour la persévérance et la réussite des jeunes

D'ici 2025-2026, le gouvernement consacrera près de 1,5 milliard de dollars à la persévérance et à la réussite des jeunes.

- Dans le réseau de l'éducation, nous allons accompagner le rattrapage des élèves à la suite de la crise sanitaire et investir dans la réussite scolaire.
- Dans le réseau de l'enseignement supérieur, nous allons appuyer la persévérance des étudiants pendant la crise et encourager leur diplomation afin de faciliter leur intégration en emploi.
- Nous allons faire en sorte que tous nos jeunes participent pleinement à la société et au marché du travail.
- Et nous allons les encourager à s'épanouir dans les arts, dans le loisir et dans le sport.

* * *

LE RATTRAPAGE ET LA RÉUSSITE SCOLAIRE

Au cours des cinq prochaines années, nous consacrerons 574 millions de dollars au rattrapage et à la réussite des élèves en soutenant le réseau de l'éducation.

Depuis le début de la crise sanitaire, le milieu scolaire a fait face à des défis de taille. Au printemps 2020, les élèves, le personnel enseignant et l'ensemble des ressources professionnelles intégrées au réseau scolaire ont été confrontés à la suspension des services éducatifs. Tout le monde a été mis à contribution pour assurer l'enseignement à distance, afin de respecter les mesures sanitaires.

❑ 170 millions de dollars pour le rattrapage, notamment le tutorat

Pendant une année, les élèves du primaire et du secondaire ont vécu des soubresauts dans leur apprentissage, et un certain nombre d'entre eux ont malheureusement pris du retard.

Le gouvernement mobilise les moyens nécessaires pour effectuer les opérations de rattrapage qui s'imposent et consolider les apprentissages. Au cours des deux prochaines années, 170 millions de dollars permettront d'offrir un accompagnement supplémentaire aux élèves du primaire et du secondaire.

Mon collègue le ministre de l'Éducation s'appuiera à cette fin sur l'aide aux devoirs, sur le tutorat ainsi que sur l'embauche d'agents de liaison permettant de faciliter la communication entre l'école et les familles.

❑ 404 millions de dollars pour la réussite scolaire

Nous investissons également dans l'avenir, en consacrant 404 millions de dollars au cours des cinq prochaines années à la réussite scolaire, afin de moderniser le réseau, de le mobiliser et d'encourager les innovations.

Des ressources supplémentaires sont allouées à la valorisation de la profession d'enseignant ainsi qu'au soutien des étudiants en enseignement.

Au cours des cinq prochaines années, 93 millions de dollars seront alloués à l'ajout de nouvelles classes spécialisées pour les élèves doués ou en difficulté.

Des sommes sont réservées pour embaucher des techniciens en éducation spécialisée afin d'améliorer les services de garde en milieu scolaire, ainsi que pour favoriser la réussite éducative des élèves autochtones.

La réussite scolaire est grandement influencée par l'environnement dans lequel les élèves étudient au quotidien. Le gouvernement prévoit 80 millions de dollars sur deux ans, dont 45 millions de dollars dès 2021-2022, afin d'améliorer l'état général des bâtiments dans les écoles, ainsi que pour rendre les cours d'école plus belles et plus sécuritaires.

* * *

LA PERSÉVÉRANCE ET LA DIPLOMATION DES ÉTUDIANTS

Le gouvernement ajoute également des ressources considérables à l'enseignement supérieur, avec des investissements de 669 millions de dollars d'ici 2025-2026. Ces sommes sont destinées à la persévérance et à la diplomation des étudiants.

❑ Aider les étudiants à passer à travers la crise

Les étudiants ont passé la dernière année en ligne, ce qui a pu perturber leurs apprentissages et leur formation. La crise sanitaire a représenté un défi redoutable pour eux, alourdissant leur fardeau financier, remettant en cause l'accessibilité de l'enseignement et fragilisant parfois leur santé mentale.

En octobre dernier, le gouvernement a annoncé des mesures en faveur des étudiants totalisant 540 millions de dollars sur trois ans.

■ 300 millions de dollars pour la persévérance

Au cours des cinq prochaines années, le gouvernement consacrera près de 300 millions de dollars de ressources additionnelles à l'aide aux étudiants.

■ 100 \$ par session et un congé d'intérêt sur les prêts

Depuis un an, les étudiants n'ont pu profiter de conditions d'enseignement optimales, ni échanger entre eux. Nous voulons alléger leur fardeau financier, afin de les aider à supporter les conséquences de la crise sanitaire et économique. Des mesures ont déjà été prises depuis le début de la crise pour soutenir financièrement les étudiants.

Avec le budget 2021-2022, nous allons plus loin.

J'annonce que chaque étudiant à temps plein de niveau collégial ou universitaire recevra un montant forfaitaire de 100 \$ par session pour l'automne 2020 et l'hiver 2021.

J'annonce également l'élimination pour un an des intérêts sur les prêts étudiants, soit du 1^{er} avril 2021 au 31 mars 2022, afin de diminuer l'endettement des étudiants.

Ces deux mesures représentent un soutien additionnel de 155 millions de dollars en 2021-2022.

■ Consolider les nouvelles pratiques et veiller à la santé mentale

Toujours pour aider les étudiants à passer à travers la crise sanitaire, le gouvernement prévoit 145 millions de dollars supplémentaires afin de les aider à persévérer.

Face à la crise sanitaire, les établissements d'enseignement supérieur ont dû rapidement s'adapter et offrir aux étudiants des modes d'apprentissage à distance de qualité. Les universités seront soutenues afin de consolider les nouvelles pratiques et de les bonifier.

Des ressources supplémentaires sont également allouées pour améliorer la santé et le bien-être des étudiants et du personnel, en particulier sur le plan de la santé mentale.

❑ **Bâtir l'avenir, en favorisant la diplomation**

Nous investissons dans l'avenir, en favorisant la diplomation et de meilleurs résultats. D'ici 2025-2026, le gouvernement mobilisera 369 millions de dollars à cette fin.

■ **Un plan d'action**

Ma collègue la ministre de l'Enseignement supérieur déposera un plan d'action pour la réussite en enseignement supérieur, doté de 150 millions de dollars.

Ce plan d'action mettra notamment sur le développement de pratiques adaptées aux besoins des étudiants, sur la diversification des programmes offerts et sur le développement des connaissances.

■ **Priorité à la santé et aux technologies de l'information**

Dans les secteurs de la santé et des technologies de l'information, les besoins de main-d'œuvre sont considérables. Pour le gouvernement, la formation et la diplomation dans ces secteurs sont une priorité. Ce budget prévoit 178 millions de dollars à cette fin. Ces ressources serviront notamment à former davantage d'infirmières.

Le gouvernement réserve par ailleurs des ressources supplémentaires pour renforcer la présence des établissements d'enseignement supérieur en région, en favorisant la concertation entre les différents ordres d'enseignement.

* * *

FACILITER L'INSERTION PROFESSIONNELLE ET SOCIALE DES JEUNES

Nous allons aussi aider les jeunes à s'intégrer au marché du travail et dans la société.

Dans la population, ce sont les jeunes qui ont été les plus affectés par les pertes d'emplois et de revenus dues à la pandémie. Pour beaucoup d'entre eux, la crise sanitaire et économique a compromis l'intégration au marché du travail.

D'ici 2026, le gouvernement investira 107 millions de dollars dans l'appui aux jeunes, afin qu'ils puissent s'intégrer au marché de l'emploi ou répondre aux problématiques qui les touchent personnellement.

❑ Un financement stable des carrefours jeunesse-emploi

Les carrefours jeunesse-emploi sont bien ancrés dans leur milieu. Ils aident les jeunes à s'insérer dans la société, en les appuyant pour trouver un emploi, pour retourner aux études ou pour créer une entreprise.

Nous allons favoriser l'intégration professionnelle des jeunes en assurant un financement stable et plus flexible des carrefours jeunesse-emploi.

❑ 200 000 jeunes à intégrer

Nous allons soutenir la démarche d'intégration au marché du travail des jeunes qui ne sont ni aux études, ni en emploi, ni en formation.

En 2018-2019, on estimait que 200 000 jeunes Québécois se trouvaient dans cette situation. Le Québec a besoin d'eux.

Mon collègue le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale lancera prochainement un appel de projets afin de répondre à leurs besoins.

❑ Le crédit d'impôt pour stage en milieu de travail

La crise sanitaire a bouleversé l'entrée des jeunes sur le marché du travail. Les stages en milieu de travail constituent un moyen privilégié pour eux de compléter leur formation et de trouver un emploi.

J'annonce la bonification de 25 % des taux de base du crédit d'impôt pour stage en milieu de travail, et cela pour une période d'un an.

❑ Le plan d'action jeunesse

Pour aider les jeunes à s'intégrer dans la société, nous allons également assurer le financement du prochain plan d'action jeunesse, qui sera rendu public au printemps.

* * *

LA PROMOTION DU LOISIR ET DU SPORT

Le gouvernement entend apporter un appui supplémentaire à la promotion du loisir et du sport.

En raison de la pandémie, l'isolement a privé les jeunes d'activités sportives et récréatives, à une période de la vie où le besoin de se dépenser et de socialiser est le plus grand.

Le gouvernement est convaincu que la persévérance des jeunes et leur réussite passent par la pratique du loisir et du sport. Les activités physiques et sportives sont source de bienfaits pour tous.

Investir dans les infrastructures sportives scolaires

D'ici 2026, le gouvernement consacrera 113 millions de dollars à l'encouragement d'une pratique régulière d'activités physiques, sportives et récréatives.

Ces sommes permettront d'investir dans les infrastructures sportives scolaires, et ainsi d'aménager des parcs, des sentiers et des patinoires extérieures.



3. RETOURNER AU PLEIN EMPLOI, ACCÉLÉRER LA CROISSANCE ET STIMULER LA TRANSITION VERS LA NOUVELLE ÉCONOMIE

Ce budget est bâti sur un troisième axe, celui de l'économie. Le gouvernement mobilise tous les moyens nécessaires pour retourner au plein emploi ainsi que pour accélérer la croissance et stimuler la transition vers la nouvelle économie.

Nous nous donnons deux ans pour que tous les emplois perdus depuis la pandémie soient récupérés, et pour que l'économie québécoise retrouve son plein potentiel. C'est notre responsabilité d'accélérer la croissance et la transition vers l'économie de l'avenir.

We are giving ourselves two years to recover all jobs lost since the start of the pandemic and for Québec's economy to regain its full potential. It is our responsibility to accelerate growth and the transition to the new economy.

❑ Des objectifs ambitieux

Nous avons des objectifs ambitieux. Nous pensons qu'il est possible d'effacer la perte de croissance subie pendant la crise sanitaire, afin de reprendre la trajectoire sur laquelle le Québec était engagé au moment du budget de l'année dernière.

Nous allons bâtir une économie de plus en plus verte, créant davantage de richesse et d'emplois payants pour les Québécois. Nous allons accroître le revenu disponible des Québécois en agissant sur l'investissement privé, sur la productivité et sur la main-d'œuvre. Nous allons miser sur les secteurs stratégiques.

Nous voulons fermer l'écart de richesse avec l'Ontario et le Canada, grâce à une économie qui fonctionne à plein régime et qui nous permet de prendre notre place, au Canada et dans le monde.

❑ 4 milliards de dollars, et des initiatives de cinq ordres

Avec ce budget, le gouvernement consacre un peu plus de 4 milliards de dollars aux initiatives de nature économique, en privilégiant cinq axes d'intervention.

- Nous engageons une action vigoureuse en faveur de la productivité et de l'investissement.
- Nous allons créer de la richesse par l'innovation.
- Nous appuyons la requalification de la main-d'œuvre et son intégration au marché du travail.
- Nous favorisons le développement économique des régions.
- Nous allons relancer et promouvoir la culture, le fondement même de l'identité québécoise.

* * *

ACCROÎTRE LA PRODUCTIVITÉ ET STIMULER L'INVESTISSEMENT

Le gouvernement engage une action vigoureuse en faveur de la productivité et de l'investissement des entreprises, en y consacrant près de 2,2 milliards de dollars sur six ans.

❑ **Rendre l'Internet haute vitesse accessible à tous**

Afin de tirer les enseignements de la crise et de préparer l'avenir, nous nous donnons deux ans pour rendre l'Internet haute vitesse accessible à tous.

L'accès à l'Internet haute vitesse est devenu au cours des dernières années un service essentiel, autant pour les particuliers que pour les entreprises. C'est pour cette raison que nous avons pris l'engagement de donner accès à l'Internet haute vitesse à tous les Québécois. Avec le télétravail et l'école à distance, la crise sanitaire a démontré l'urgence d'y parvenir.

Comme les gouvernements précédents et ceux de toutes les provinces, nous avons rencontré des obstacles dans les dernières années. Nous nous sommes fait dire que brancher tout le monde d'ici la fin de 2022 était impossible.

Le premier ministre a refusé d'accepter cet état de fait.

■ **1 milliard 255 millions en deux ans pour couvrir l'ensemble du territoire**

En y mettant beaucoup de volonté, de détermination et de moyens, le gouvernement dégage les ressources nécessaires pour que l'Internet haute vitesse soit accessible sur l'ensemble du territoire québécois d'ici la fin de 2022. Ce serait une première canadienne.

J'annonce que le gouvernement consacrera une somme de 1 milliard 255 millions de dollars dans les deux prochaines années pour que l'Internet haute vitesse soit accessible sur l'ensemble du territoire.

Tous pourront ainsi profiter de services modernes comme la télémédecine, la télé-éducation, la vente en ligne et le télétravail.

En rendant l'Internet haute vitesse accessible à tous d'ici la fin de 2022, le gouvernement s'assure que tous les Québécois de toutes les régions disposent de ce qui est devenu l'une des conditions essentielles du développement socio-économique.

❑ Investir dans les infrastructures

En même temps qu'il étend l'accès à l'Internet haute vitesse à l'ensemble du territoire, le gouvernement accroît de nouveau ses investissements dans les infrastructures.

Investir dans les infrastructures permet de stimuler l'activité économique à court terme, tout en modernisant les équipements et en créant ou en soutenant des emplois payants.

■ Le gouvernement accroît et accélère ses investissements

Afin de relancer l'économie, de créer de la richesse et d'assurer un retour rapide au plein emploi, le gouvernement accroît et accélère les investissements effectués dans le cadre du Plan québécois des infrastructures, le PQI.

- Le PQI 2021-2031 s'établira à 135 milliards de dollars, soit une hausse de 4,5 milliards de dollars par rapport au PQI précédent.
- De plus, la réalisation du PQI sera accélérée, de telle sorte que près de 60 % des investissements soient réalisés d'ici 2025-2026.

Avec un PQI plus ambitieux qu'il ne l'a jamais été, le gouvernement jette les bases d'une croissance robuste à long terme, et s'assure que les Québécois disposeront dans l'avenir d'infrastructures modernes.

❑ **Trois mesures fiscales pour encourager les entreprises à adopter les nouvelles technologies**

D'ici 2026, le gouvernement investira 753 millions de dollars additionnels pour encourager les entreprises à adopter les nouvelles technologies, et ainsi à accroître leur productivité, en mettant en œuvre trois mesures fiscales.

En premier lieu, j'annonce le doublement, jusqu'au 31 décembre 2022, des taux du crédit d'impôt à l'investissement et à l'innovation, le C3i.

Cette bonification temporaire encouragera plus de 10 000 entreprises de tous les secteurs d'activité à accélérer la réalisation de leurs projets d'acquisition de nouvelles technologies.

Nous croyons que le moment est venu d'investir pour accroître la productivité des entreprises et les aider à se démarquer au sortir de la crise.

En deuxième lieu, j'annonce une réduction de 4 % à 3,2 % du taux d'imposition sur le revenu des PME, à compter du 1^{er} avril 2021.

Grâce à cette baisse, nous ramenons le taux d'imposition des PME au Québec au même niveau que le taux en vigueur en Ontario.

Nos petites et moyennes entreprises sont très importantes dans le tissu économique de toutes les régions du Québec. Le gouvernement souhaite que nos petites entreprises deviennent moyennes et que nos moyennes entreprises deviennent de grandes entreprises québécoises. Nous leur donnons un coup de pouce à cette fin.

En troisième lieu, j'annonce la bonification du congé fiscal pour grands projets d'investissement, notamment en rendant admissible au congé fiscal tout projet de transformation numérique jusqu'au 31 décembre 2024.

Nous soutenons ainsi les entreprises québécoises dans l'accroissement de leur productivité.

❑ **167 millions de dollars pour les secteurs-stratégiques**

Toujours pour accroître la productivité et soutenir l'investissement, le gouvernement consacrera 167 millions de dollars au renouvellement et à la reconduction des stratégies de développement de l'aérospatiale et de l'aluminium. Ces ressources permettront également de développer la filière batterie et de mettre en valeur les minéraux critiques et stratégiques.

Les efforts concernant la filière batterie et les minéraux critiques et stratégiques s'inscrivent dans le cadre du Plan pour une économie verte 2030, rendu public par le gouvernement en novembre 2020.

■ **Le Plan pour une économie verte 2030**

Avec le Plan pour une économie verte 2030, le gouvernement a engagé le Québec dans une transformation majeure, afin de réduire les émissions de gaz à effet de serre grâce à l'électrification de l'économie, tout en créant de la richesse.

Le Plan de mise en œuvre 2021-2026 du Plan pour une économie verte est le plus ambitieux déposé à ce jour, avec son cadre financier prévoyant des dépenses de 6,7 milliards de dollars sur cinq ans.

À ce cadre financier s'ajoutent des investissements massifs en infrastructures, des efforts du gouvernement pour réduire ses propres émissions de gaz à effet de serre, ainsi que des actions d'Hydro-Québec, d'Investissement Québec et d'autres organismes gouvernementaux.

Ce budget prévoit des sommes additionnelles pour soutenir le déploiement de la première stratégie québécoise de l'hydrogène vert et des bioénergies.

* * *

CRÉER DE LA RICHESSE PAR L'INNOVATION

Le gouvernement investira 218 millions de dollars d'ici 2026 dans l'innovation.

Afin de créer de la richesse par l'innovation, le gouvernement appuiera la réalisation de projets innovants, investira dans des infrastructures et des centres de recherche et soutiendra l'innovation dans l'industrie forestière, dans le secteur touristique et dans la cybersécurité.

Ces sommes serviront également à poursuivre le déploiement des zones d'innovation.

* * *

APPUYER LA REQUALIFICATION DE LA MAIN-D'ŒUVRE ET SON INTÉGRATION AU MARCHÉ DU TRAVAIL

Le gouvernement engage de nouveaux efforts pour favoriser la requalification de la main-d'œuvre et l'intégration des immigrants. Plus nous aiderons les travailleurs à retrouver rapidement un emploi, mieux l'économie se portera.

Depuis le début de la pandémie, le gouvernement a mobilisé des moyens considérables pour aider les Québécois travaillant dans des secteurs directement affectés par la crise sanitaire et économique. En novembre 2020, le gouvernement a alloué 459 millions de dollars sur deux ans pour favoriser le retour sur le marché du travail.

▣ Des ressources supplémentaires de 404 millions de dollars

Le gouvernement ajoute 404 millions de dollars d'ici 2026 pour renforcer les efforts de requalification de la main-d'œuvre et pour favoriser l'intégration des immigrants sur le marché du travail.

■ Réorienter certains travailleurs

Les efforts de requalification de la main-d'œuvre visent à réorienter certains travailleurs vers des secteurs où les besoins sont particulièrement criants.

Les ressources supplémentaires allouées par le gouvernement permettront de soutenir la formation des travailleurs souhaitant notamment s'orienter vers les technologies de l'information, les services de garde, les organismes communautaires et le secteur de la construction.

■ Intégrer les immigrants au marché du travail

Le gouvernement réservera 246 millions de dollars pour favoriser l'intégration des immigrants au marché du travail.

Certaines barrières limitent toujours l'intégration des immigrants, particulièrement la reconnaissance des compétences et la connaissance du français.

Ces ressources supplémentaires permettront de mieux reconnaître les compétences des immigrants, de favoriser l'immigration en région, de bonifier l'appui offert pour l'apprentissage du français et de favoriser l'attraction et la rétention des étudiants étrangers.

* * *

FAVORISER LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DES RÉGIONS

❑ Des ressources additionnelles de plus de 523 millions de dollars

Afin de retourner au plein emploi et à la croissance, le gouvernement s'appuiera sur les économies des régions et y consacrera 523 millions de dollars d'ici 2026, en plus de la généralisation de l'accès à l'Internet haute vitesse d'ici 2022.

❑ Le transport aérien régional et le transport interurbain par autocar

Ces ressources serviront d'abord à aider les régions à surmonter certaines des conséquences de la pandémie.

■ Le transport aérien

La crise sanitaire a eu un impact direct sur les moyens de transport desservant les régions. Les revenus des transporteurs et des aéroports régionaux ont chuté, remettant en cause l'accès aérien aux régions dans le futur.

Dans le cadre du budget, le gouvernement consacre 18 millions de dollars au transport aérien régional, qui s'ajoutent aux 60 millions de dollars alloués depuis mars 2020.

■ Le transport interurbain par autocar

La crise sanitaire a également compromis la viabilité financière des transporteurs interurbains par autocar.

Avec ce budget, le gouvernement offre une aide de 20 millions de dollars pour compenser les déficits d'activité, en plus des 18 millions de dollars déjà octroyés à cette fin.

❑ Préparer l'avenir : une stratégie gouvernementale de développement régional

Le gouvernement prépare également le retour à la normale et le développement à venir. Au cours des deux prochaines années, 40 millions de dollars seront réservés à la mise en œuvre de la Stratégie de développement économique local et régional.

❑ **204 millions de dollars pour soutenir et relancer le tourisme**

Le tourisme est un secteur stratégique pour toutes les régions du Québec. C'est également l'un des secteurs qui ont été les plus affectés par les restrictions sanitaires, avec notamment la fermeture des frontières et les freins imposés aux déplacements.

D'ici 2026, le gouvernement consacrera 204 millions de dollars additionnels au soutien et à la relance du secteur du tourisme.

- D'ici 2023, nous aiderons les entreprises touristiques à moderniser les établissements d'hébergement.
- Nous allons promouvoir la destination touristique québécoise, notamment en soutenant la relance des centres-villes.
- Nous réservons des sommes pour appuyer le tourisme de nature et d'aventure. Nous allouons en particulier 25 millions de dollars au développement des pourvoiries.

❑ **93 millions de dollars pour le secteur forestier**

La récolte et la transformation des ressources forestières constituent l'un des principaux moteurs de l'économie des régions. D'ici 2026, le gouvernement consacrera 93 millions de dollars de plus au secteur forestier.

❑ **Le secteur agroalimentaire, les infrastructures régionales**

Nous investirons 92 millions de dollars dans la modernisation des infrastructures régionales, notamment pour améliorer l'approvisionnement des régions en gaz naturel et en gaz naturel liquéfié. Nous allons également donner aux agriculteurs la possibilité de remplacer les énergies fossiles par l'électricité grâce à l'extension du réseau électrique triphasé.

Et nous allons soutenir le secteur agroalimentaire.

* * *

RELANCER ET PROMOUVOIR LA CULTURE

Monsieur le Président, la culture est le fondement même de l'identité québécoise.

La culture contribue en même temps directement au développement économique.

☐ **Au total, près de 400 millions de dollars additionnels pour la culture**

Ce budget confirme la place prépondérante que tient la culture dans nos priorités.

Afin de protéger et de promouvoir notre culture, le gouvernement ajoute 392 millions de dollars d'ici 2025-2026 à ce qui a déjà été annoncé pour répondre aux défis posés par la pandémie.

☐ **Aider la culture à sortir de la crise sanitaire**

La crise sanitaire a frappé de plein fouet l'écosystème culturel du Québec, entraînant notamment la fermeture des salles de spectacle et la cessation de la plupart des activités. Au printemps et à l'automne 2020, le gouvernement a dégagé 483 millions de dollars pour soutenir le milieu.

J'annonce que le gouvernement ajoute 147 millions de dollars sur deux ans afin de bonifier et de prolonger le Plan de relance économique du milieu culturel.

Au total, ce budget prévoit 214 millions de dollars de plus, d'ici 2025-2026, afin d'aider la culture à sortir de la crise sanitaire et de ses effets.

Ma collègue la ministre de la Culture et des Communications annoncera bientôt le détail des initiatives prises par le gouvernement.

☐ **Consolider notre patrimoine culturel**

Ce budget prévoit également un effort particulier pour consolider notre patrimoine culturel. D'ici 2024, le gouvernement consacrera 74 millions de dollars à la préservation et à la valorisation du patrimoine immobilier, notamment en soutenant le milieu municipal à cette fin.

☐ **Protéger la langue française**

Toujours dans le domaine de la culture, le gouvernement engage un effort majeur pour protéger la langue française.

Mon collègue le ministre de la Justice et ministre responsable de la Langue française déposera prochainement à l'Assemblée nationale un projet de réforme de la Charte de la langue française. Le gouvernement réserve 104 millions de dollars d'ici cinq ans pour sa mise en œuvre.



CONCLUSION

Monsieur le Président, le développement économique et le retour à la croissance et à la prospérité profiteront à tous les Québécois.

Je rappelle d'ailleurs qu'à la suite de nos deux premiers budgets, c'est un peu plus de 2,3 milliards de dollars par année que nous avons retournés aux Québécois. Ce montant inclut la baisse des taxes scolaires que nous avons complétée en juin dernier et la bonification du crédit d'impôt remboursable pour maintien à domicile des aînés, que nous annonçons dans ce budget.

❑ 1 milliard de dollars de plus pour soutenir les Québécois

Au-delà de la santé, de l'éducation et de l'économie, l'État a la responsabilité de soutenir ceux parmi les nôtres qui en ont le plus besoin. C'est ce que nous faisons avec ce budget, en prévoyant des sommes additionnelles de près d'un milliard de dollars, au cours des cinq prochaines années, pour soutenir les Québécois

■ Plus de logements abordables

Des sommes additionnelles de 408 millions de dollars sont prévues d'ici 2026 pour améliorer l'offre de logements abordables.

Des ressources sont réservées pour accélérer la réalisation de 5 000 logements sociaux non livrés et pour réaliser 500 nouveaux logements.

■ Accompagner les familles

Les familles sont au cœur de notre tissu social. Au cours des cinq prochaines années, le gouvernement réservera 116 millions de dollars pour les accompagner.

La priorité du gouvernement est de répondre à la pénurie d'éducatrices en service de garde.

Par ailleurs, les nouvelles ressources serviront à stimuler la création de nouvelles places de garde subventionnées en milieu familial, à financer de nouvelles initiatives pour offrir la garde à horaire atypique et à bonifier l'offre d'activités des haltes-garderies communautaires.

■ Protéger les personnes en situation vulnérable

Le gouvernement consacrera 370 millions de dollars additionnels à la protection des personnes en situation vulnérable.

Ces ressources serviront notamment à consolider l'action en matière de condition féminine et à financer l'accès aux services des organismes communautaires.

Le gouvernement réserve des ressources pour financer la réforme de l'indemnisation des victimes d'actes criminels et pour contribuer au financement du fonds de lutte contre les dépendances.

■ **150 millions de dollars pour lutter contre l'exploitation sexuelle des mineurs**

Sur ce total, 150 millions de dollars permettront de répondre aux recommandations émises par la Commission spéciale sur l'exploitation sexuelle des mineurs.

L'évolution des technologies et l'avènement des médias sociaux ont accru l'ampleur de cette exploitation. Le gouvernement entend combattre ce fléau de façon appropriée.

J'annonce que la diffusion de contenus comportant des scènes de sexualité explicite ne pourra plus bénéficier de mesures fiscales incitatives. Des restrictions seront ajoutées à cette fin dans la législation fiscale.

■ **Améliorer le système judiciaire**

Le gouvernement réserve enfin 83 millions de dollars d'ici 2026 pour l'amélioration du système judiciaire.

Ces ressources permettront d'adapter les pratiques judiciaires et policières à la réalité d'aujourd'hui, notamment en facilitant l'accès à la justice grâce aux nouvelles technologies.

Des sommes sont prévues pour apporter plusieurs réponses aux recommandations du Groupe d'action contre le racisme.

□ **Assurer l'équité fiscale**

Monsieur le Président, ce budget comprend également de nouvelles initiatives en vue d'assurer l'équité fiscale.

Nous allons nous assurer de la perception de la TVQ dans le contexte de l'économie numérique.

Nous voulons faire en sorte que l'ensemble des biens et des services que les Québécois acquièrent pour consommation au Québec soient taxés de la même manière, peu importe leur provenance. C'est une question d'équité envers les marchands québécois.

* * *

❑ Une année éprouvante

Monsieur le Président, l'année que nous venons de vivre a été éprouvante.

Je pense aux personnes qui nous ont quittés trop tôt, à leurs proches, à leurs familles.

Derrière les chiffres, il y a des personnes qui ont perdu la vie. C'est avec l'espoir de réduire le plus possible le nombre de victimes de la COVID-19 que le gouvernement a mis en place des mesures sanitaires souvent contraignantes.

❑ Des remerciements

J'aimerais prendre le temps de remercier et de saluer encore une fois le travail de tous ceux qui nous ont permis de traverser ces derniers mois.

- Les travailleurs de la santé ont été directement concernés par la lutte contre le virus.
- Nos enseignants ont permis à nos enfants de revenir sur les bancs d'école très rapidement, plus rapidement que dans bien des endroits au monde.
- Les travailleurs essentiels dans les épiceries et les pharmacies ainsi que les livreurs nous ont permis de continuer à nous approvisionner sans interruption.
- Nos policiers ont eu la tâche ingrate de faire respecter les mesures de lutte contre la pandémie. Je veux souligner la qualité et l'efficacité de leur travail.
- Je veux aussi remercier les employés de l'État, sans qui nous n'aurions pu livrer cette bataille. Leur dévouement pour le service public et le bien-être des Québécois mérite d'être souligné.

Toutes ces personnes, loin des caméras, ont fait la différence depuis un an.

Merci à vous tous!

* * *

❑ **Vaincre la pandémie et bâtir le futur**

Cette année a été dure, et comme je le soulignais au début de ce discours, la bataille n'est pas terminée.

L'arrivée des vaccins nous permet maintenant d'envisager l'avenir avec un optimisme prudent. Nos finances publiques vont demeurer sous contrôle, et notre économie a démontré sa résistance et sa force.

Avec ce budget, nous mobilisons les moyens nécessaires pour vaincre la pandémie et ses conséquences.

■ **Un Québec résilient et confiant en son avenir**

Ce budget est celui de la confiance dans l'avenir. En santé et en éducation comme dans le domaine de l'économie, nous investissons dans le futur en tirant parti des changements qu'il a fallu opérer pour répondre à la crise.

Nous sommes déterminés à reprendre la trajectoire qui permettra au Québec de prendre toute sa place au sein du Canada et dans le monde.

J'ai confiance en nous, en notre capacité à nous adapter, en notre faculté de nous relever et de nous surpasser.

Monsieur le Président, ce budget sera un puissant signal, je l'espère, d'un premier pas vers un Québec plus confiant que jamais.

Un Québec résilient et confiant en son avenir.

* * *

Monsieur le Président,

Je propose que l'Assemblée nationale approuve la politique budgétaire du gouvernement.

Je vous remercie.

☺ • ☺

TABLEAU 1

Gouvernement du Québec
Sommaire des opérations budgétaires
Résultats préliminaires 2020-2021
(en millions de dollars)

	2020-2021
REVENUS	
Revenus autonomes	90 028
Transferts fédéraux	30 274
Total	120 302
DÉPENSES	
Dépenses de portefeuilles ⁽¹⁾	-110 821
Service de la dette	-7 665
Total	-118 486
Mesures de soutien et de relance COVID-19	-11 920
Changement d'application de la norme comptable sur les paiements de transfert	-632
Provision pour risques économiques et autres mesures de soutien et de relance	-1 250
SURPLUS (DÉFICIT)	-11 986
LOI SUR L'ÉQUILIBRE BUDGÉTAIRE	
Versements des revenus consacrés au Fonds des générations	-3 014
SOLDE BUDGÉTAIRE AVANT UTILISATION DE LA RÉSERVE DE STABILISATION	-15 000
Utilisation de la réserve de stabilisation	8 760
SOLDE BUDGÉTAIRE⁽²⁾	-6 240

(1) Les mesures de soutien et de relance COVID-19 et le changement d'application de la norme comptable sur les paiements de transfert ne sont pas inclus dans les dépenses de portefeuilles.

(2) Il s'agit du solde budgétaire au sens de la Loi sur l'équilibre budgétaire, après utilisation de la réserve de stabilisation.

TABLEAU 2

Gouvernement du Québec
Sommaire des opérations budgétaires
Prévisions 2021-2022
(en millions de dollars)

	2021-2022
REVENUS	
Revenus autonomes	95 668
Transferts fédéraux	26 899
Total	122 567
DÉPENSES	
Dépenses de portefeuilles ⁽¹⁾	-116 858
Service de la dette	-8 613
Total	-125 471
Mesures de soutien et de relance COVID-19	-4 284
Changement d'application de la norme comptable sur les paiements de transfert	-732
Provision pour risques économiques et autres mesures de soutien et de relance	-1 250
SURPLUS (DÉFICIT)	-9 170
LOI SUR L'ÉQUILIBRE BUDGÉTAIRE	
Versements des revenus consacrés au Fonds des générations	-3 080
SOLDE BUDGÉTAIRE⁽²⁾	-12 250

(1) Les mesures de soutien et de relance COVID-19 et le changement d'application de la norme comptable sur les paiements de transfert ne sont pas inclus dans les dépenses de portefeuilles.

(2) Solde budgétaire au sens de la Loi sur l'équilibre budgétaire.

TABLEAU 3

Gouvernement du Québec
Revenus
Prévisions 2021-2022
(en millions de dollars)

	2021-2022
REVENUS AUTONOMES	
Impôt sur le revenu et les biens	
Impôt des particuliers	35 921
Cotisations pour les services de santé	6 796
Impôts des sociétés	8 013
Impôt foncier scolaire	1 113
	51 843
Taxes à la consommation	
Taxes de vente ^{(1),(2)}	19 442
Carburants	2 218
Produits du tabac	947
Boissons alcooliques ⁽³⁾	642
Cannabis ⁽⁴⁾	76
	23 325
Revenus provenant des entreprises du gouvernement	
Hydro-Québec	2 125
Loto-Québec	1 061
Société des alcools du Québec	1 282
Investissement Québec	92
Société québécoise du cannabis	88
Autres	10
	4 658
Droits et permis	4 853
Revenus divers	10 989
TOTAL DES REVENUS AUTONOMES	95 668
TRANSFERTS FÉDÉRAUX	
Péréquation	13 119
Transferts pour la santé	7 025
Transferts pour l'enseignement postsecondaire et les autres programmes sociaux	1 632
Autres programmes	5 123
TOTAL DES TRANSFERTS FÉDÉRAUX	26 899
TOTAL DES REVENUS	122 567

(1) Les taxes de vente, au sens des comptes publics, comprennent notamment la TVQ, la taxe sur les primes d'assurance, la taxe sur l'hébergement et le droit spécifique sur les pneus neufs.

(2) À des fins de présentation, les revenus provenant du pari mutuel sont inclus dans les taxes de vente.

(3) Les revenus provenant de la taxe spécifique sur les boissons alcooliques incluent le montant annuel consacré au Fonds des générations de 500 M\$.

(4) Il s'agit de la composante québécoise du droit d'accise sur les ventes de cannabis.

TABLEAU 4

Gouvernement du Québec
Dépenses
Prévisions 2021-2022
(en millions de dollars)

	2021-2022
DÉPENSES DE PORTEFEUILLES	
Dépenses de portefeuilles avant éléments exceptionnels	116 858
Mesures de soutien et de relance COVID-19	4 284
Changement d'application de la norme comptable sur les paiements de transfert	732
TOTAL DES DÉPENSES DE PORTEFEUILLES	121 874
SERVICE DE LA DETTE	8 613
TOTAL DES DÉPENSES	130 487

TABLEAU 5

Gouvernement du Québec
Dépense par portefeuille
Prévisions 2021-2022
(en millions de dollars)

	2021-2022
DÉPENSES DE PORTEFEUILLES	
Affaires municipales et Habitation	3 582
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	1 274
Assemblée nationale	143
Conseil du trésor et Administration gouvernementale ⁽¹⁾	5 236
Conseil exécutif	1 273
Culture et Communications	1 527
Économie et Innovation	3 302
Éducation	18 312
Énergie et Ressources naturelles	768
Enseignement supérieur	9 491
Environnement et Lutte contre les changements climatiques	1 955
Famille	7 104
Finances	3 824
Forêts, Faune et Parcs	1 140
Immigration, Francisation et Intégration	612
Justice	1 414
Personnes désignées par l'Assemblée nationale	121
Relations internationales et Francophonie	135
Santé et Services sociaux	52 358
Sécurité publique	2 214
Tourisme	416
Transports	5 817
Travail, Emploi et Solidarité sociale	5 458
Éliminations interportefeuilles ⁽²⁾	-5 604
TOTAL	121 874
SERVICE DE LA DETTE	8 613
TOTAL DES DÉPENSES	130 487

Note : Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

(1) L'impact du changement d'application de la norme comptable sur les paiements de transfert est considéré dans le Fonds de suppléance.

(2) Les éliminations interportefeuilles résultent principalement de l'élimination des opérations réciproques entre entités de différents portefeuilles.

